

**Haïti / Région LAC**

# **ANALYSE DES LACUNES ET DES BESOINS (GNA)**

**Rapport d'évaluation et de recommandations**

**Date - novembre 2020 (réalisation)**

**Patrick Sautron / Gérard Genevois**



# CARTE



## Contenu

1. RÉSUMÉ	3
1.1. Points clés de l'analyse primaire	4
1.2. Recommandations	4
2. CONTEXTE	5
2.1. Aperçu de la situation humanitaire pendant le GNA	5
2.2. Justification du GNA	6
3. TÂCHE ET MÉTHODOLOGIE	7
3.1. Le GNA (champ d'application)	7
3.2. Participation au GNA et profil des organisations	7
3.3. Présence opérationnelle des organisations	8
4. LACUNES ET BESOINS PERÇUS	8
4.1. Approvisionnement	8

4.2.	Douane	9
4.3.	Transport	10
4.4.	Espace de stockage	11
4.5.	Coordination	12
4.6.	Gestion de l'information (IM)	12
4.7.	Approche de la préparation aux urgences	13
5.	CONCLUSIONS	14
6.	RECOMMANDATIONS BASEES SUR L'ANALYSE DES BESOINS	14
6.1.	Coordination	14
6.2.	Gestion de l'information	14
6.3.	Services communs	15
7.	ANNEXES	15

## 1. Résumé

### **Définition GNA**

L'analyse des lacunes et des besoins (GNA – Gaps and Needs Analysis en anglais) est une série d'entretiens avec les coordinateurs logistiques ou les directeurs des opérations des organisations qui mènent des opérations logistiques humanitaires dans le pays. Elle est menée par une équipe expérimentée, soutenue par le Global Logistics Cluster (GLC), et vise à identifier les lacunes logistiques et les goulots d'étranglement rencontrés. Si le rapport du GNA identifie des lacunes et des besoins, le bureau de pays du PAM peut utiliser le rapport et ses recommandations pour plaider en conséquence auprès de l'équipe humanitaire de pays (HCT) et du gouvernement.

L'objectif global de cet exercice est de confirmer si le contexte et les priorités logistiques en Haïti ont évolué depuis l'année dernière; fournir un retour d'information suffisant pour examiner et mettre à jour le concept d'opération du Secteur de la logistique (Conops); et contribuer au Plan de réponse humanitaire pour 2021 (sous la direction d'OCHA Haïti).

## 1.1. Points clés de l'analyse primaire

L'exercice GNA a été mené dans un délai de 10 jours avec 29 partenaires invités, y compris les homologues gouvernementaux qui sont les chefs de file sectoriels en Haïti. Au total, 17 manifestations d'intérêt ont été reçues et des réunions en ligne ont eu lieu.

Le profil des partenaires invités varie des ONG nationales aux agences des Nations Unies (voir une analyse plus approfondie plus loin dans ce document).

Haïti n'a pas de clusters formels activés, mais a des groupes de travail sectoriels fonctionnels, y compris pour le secteur de la logistique. En outre, OCHA dirige le groupe de travail intersectoriel (en tant que mécanisme de coordination).

Le secteur de la logistique (SL) a repris le cluster logistique, activé pour la dernière fois en 2012, et était pleinement opérationnel lors de la réponse à l'ouragan Matthew en 2016.

Le SL est sous la direction de l'organisation nationale de gestion des catastrophes (NDMO), de la DGPC (Direction Générale de la Protection Civile) et codirigé par le PAM. Il fournit des services de gestion et de coordination de l'information à travers des réunions régulières. Le retour d'expérience global fourni par les partenaires à travers cet exercice confirme son efficacité à fournir des mises à jour logistiques globales pertinentes (cartes, contraintes d'accès), ainsi qu'à fournir un soutien grâce à des réponses appropriées aux demandes ponctuelles. Le GNA a donné aux partenaires interrogés l'occasion d'émettre des critiques constructives et/ou des domaines à améliorer du SL.

Aucune lacune logistique majeure n'a été mise en évidence, à l'exception du manque habituel d'infrastructures de stockage appropriées sur le terrain et du mauvais réseau routier, combiné à l'insécurité qui affecte généralement l'accès au dernier kilomètre.

Quelques partenaires ont souligné avoir des problèmes avec les retards de dédouanement, mais une analyse plus approfondie sera nécessaire pour comprendre les défis au cas par cas.

Des résultats plus détaillés sur des sujets logistiques spécifiques peuvent être trouvés plus loin dans ce rapport.

## 1.2. Recommandations

Tous les partenaires interrogés s'accordent à dire qu'Haïti fait face à des défis logistiques majeurs, avec un réseau routier déficient et des capacités de stockage limitées en raison de peu ou pas d'infrastructures disponibles sur les zones d'intervention. Sur la base de ces premiers résultats, il est recommandé d'améliorer le mécanisme de gestion de l'information avec une augmentation du niveau des informations mises à jour concernant la capacité logistique globale du pays. La meilleure façon d'y parvenir est de mener une évaluation des capacités logistiques à l'échelle du pays (LCA) (la plus récente a été réalisée en 2012 avec la section sur les ports mise à jour en 2016). La priorité doit

être donnée aux départements qui viennent d'être listés comme domaine d'intervention prioritaire pour le HRP 2021 (Plan de Réponse Humanitaire).

Cela contribuerait également au démarrage actuel (ou à la reprise) du projet de préparation aux urgences dirigé par le GLC, dans lequel les partenaires seraient davantage impliqués dans la collecte et le partage de données au niveau national et départemental (avec une approche ascendante).

La DGPC qui a récemment reçu le statut officiel de Direction Générale est actuellement en pleine transformation et sera habilitée financièrement par le budget de l'État.

C'est l'occasion de redéfinir les activités du secteur logistique en impliquant tous les acteurs susceptibles d'avoir des projets logistiques en appui à la DGPC; et inclure une approche plus coordonnée pour rediriger tous les investissements sur notre homologue gouvernemental et autres partenaires travaillant sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) (au niveau national et/ou sur le terrain) et intégrer une approche de préparation aux urgences.

## 2. Contexte

### 2.1. Aperçu de la situation humanitaire pendant le GNA

Les chocs subis par Haïti ces dernières années, combinés aux faiblesses structurelles du pays et aux contextes sociaux extrêmement instables ainsi qu'aux contextes économiques, sécuritaires et politiques, ont sérieusement réduit la capacité des personnes les plus vulnérables à subvenir à leurs besoins fondamentaux. L'année 2019 a été marquée par une crise politique, économique, sociale et sécuritaire qui a entraîné une augmentation de 80% des besoins humanitaires et a eu un impact considérable sur l'accès humanitaire. Selon l'aperçu sur les besoins humanitaires pour 2020 (HNO)<sup>1</sup>, 4,6 millions de personnes, soit plus de 40% de la population, ont besoin d'une aide humanitaire. La capacité d'Haïti à faire face aux conséquences potentielles d'une épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19) est très limitée.

Le risque d'épidémie de COVID-19 en Haïti doit être compris dans le contexte d'immenses besoins sanitaires et d'un système de santé particulièrement fragile. Selon le Plan de réponse humanitaire 2020 (HRP)<sup>2</sup>, plus de 2,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans le secteur de la santé, dont plus d'un million d'enfants et 315 000 femmes enceintes. L'accès aux services de santé et leur capacité de réponse - en particulier ceux liés à la santé reproductive - sont déjà faibles, ce qui

---

<sup>1</sup> <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-humanitarian-needs-overview-summary-revision-2020-février-2020>

<sup>2</sup> <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/haïti-plan-de-réponse-humanitaire-hrp-révisé-pour-2020-février-2020>

augmente le risque de mortalité maternelle et infantile. De plus, les conditions sanitaires et d'hygiène restent très précaires en Haïti, 60% des ménages n'ayant ni eau ni savon à domicile pour se laver les mains, 66% ne traitant pas l'eau avant de la consommer et 26% n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée (40 % dans les zones rurales). La pandémie mondiale du COVID-19 a mis du temps à se manifester en Haïti. Les deux premiers cas positifs ont été confirmés le 19 mars 2020. Au 30 mai, 2.124 cas avaient été confirmés et 44 décès enregistrés. Le 15 mars, le gouvernement haïtien a annoncé une première série de mesures pour lutter contre la COVID-19, notamment la fermeture officielle de la frontière avec la République dominicaine. Suite à la confirmation du premier cas, le 19 mars, le président a annoncé un état d'urgence sanitaire dans tout le pays et a introduit un certain nombre de mesures pour prévenir la propagation du virus, notamment la fermeture des aéroports et des ports, la fermeture de toutes les écoles et des usines, l'interdiction des réunions ou rassemblements de plus de 10 personnes, un couvre-feu national entre 20h et 5h et un appel au respect des lignes directrices sur la distanciation sociale. Depuis lors, des mesures préventives complémentaires ont été progressivement mises en place, notamment le port obligatoire du masque dans les lieux publics.

Au 5 novembre, le pays avait enregistré un nombre total de 9.057 cas, dont 7.429 guéris et 232 décès. Le pays a également subi un «verrouillage» complet sur une période de 3 mois, ce qui a considérablement affecté les agriculteurs qui ne pouvaient pas se déplacer pour accéder aux marchés et aux produits essentiels.

La saison des ouragans a causé un événement important jusqu'à présent cette année. La tempête tropicale Laura a apporté de fortes pluies, des vents violents et des inondations à travers Haïti le dimanche 23 août. 28 communes réparties sur quatre départements ont été gravement touchées par les inondations. Le nombre de morts causé par Laura est maintenant passé à 31, et 8 personnes sont toujours portées disparues.

La direction générale de la protection civile (DGPC) a sollicité une aide humanitaire pour au moins 8.835 familles dont les maisons ont été endommagées, inondées ou détruites par la tempête, principalement dans les départements du Sud-Est, du Sud, de l'Ouest et des Nippes. De nombreuses routes et ponts ont été endommagés et certaines zones restent accessibles uniquement par voie aérienne et maritime.

## 2.2. Justification du GNA

Le lancement du GNA a coïncidé avec la période du calendrier pendant laquelle les partenaires humanitaires se réunissaient conformément à la demande du Coordonnateur Humanitaire pour examiner la vue d'ensemble des besoins humanitaires (HNO) et rédiger le plan de réponse humanitaire global (HRP) qui sera le terrain pour la réponse programmatique 2021 / 2022 des

partenaires humanitaires et de développement. Une considération supplémentaire cette année était d'inclure l'approche Nexus<sup>3</sup> dans le HRP, afin de garantir qu'une approche plus coordonnée soit prise en compte incluant les organisations de développement et les donateurs.

## 3. Tâche et méthodologie

### 3.1. Le GNA (champ d'application)

L'exercice de cette année a été affecté par les restrictions mises en place pour la Covid-19 qui ne permettaient pas d'entretiens en face à face avec les partenaires. L'équipe en charge de réaliser le GNA n'étant pas familière avec le réseau global de partenaires et ne bénéficiant d'aucune relation long terme établie en Haïti et compte tenu du faible niveau de réponses d'une récente enquête préalablement réalisée en ligne, une série d'entretiens a été l'option préférée et choisie.

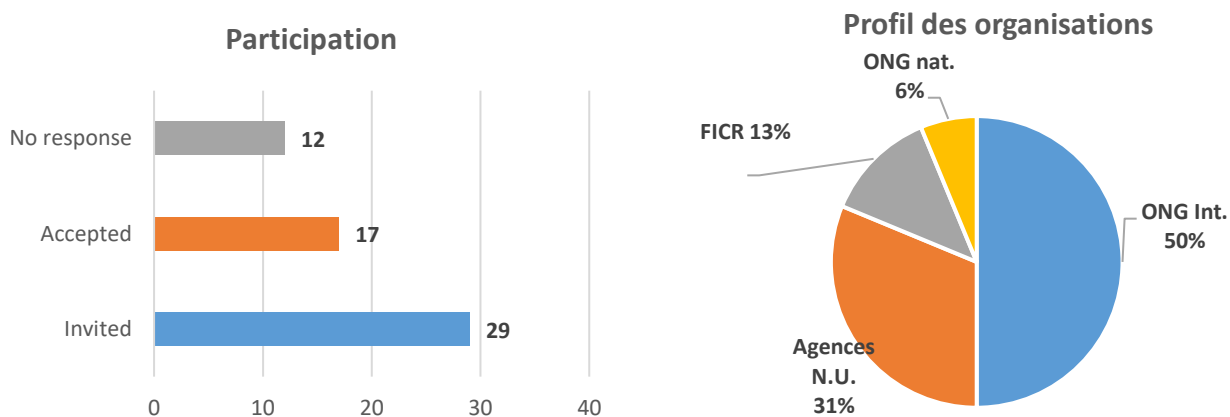
La méthodologie utilisée pour recueillir les commentaires des organisations interrogées utilisait un questionnaire. Le formulaire global et le questionnaire sont [disponibles ici](#).

Les entretiens ont été structurés sur 6 thèmes distincts:

1. Organisation et profil des interviewés
2. Besoins / capacités / défis de transport
3. Besoins / capacité / défis d'entreposage
4. Besoins / capacités / défis en matière d'approvisionnement
5. Mécanismes de coordination / améliorations
6. Activités de préparation aux urgences

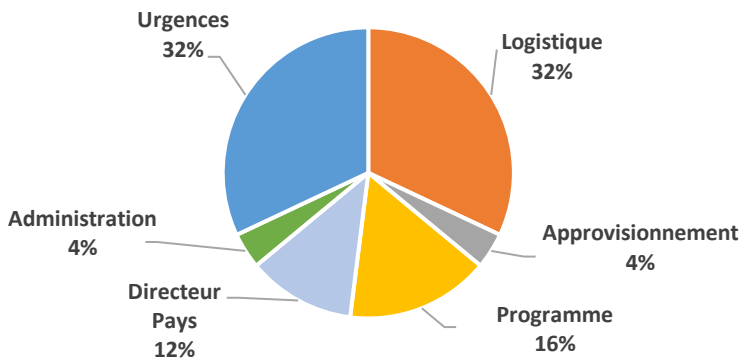
### 3.2. Participation au GNA et profil des organisations

Vous pouvez trouver ci-dessous des détails sur la participation et l'engagement des partenaires invités dans l'exercice GNA. Dans l'ensemble, le taux de participation était de 59%.

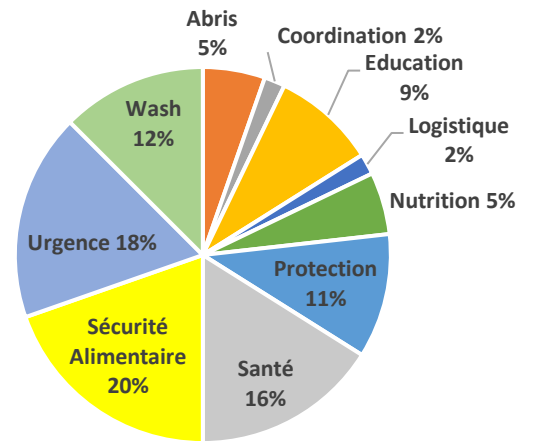


<sup>3</sup> <https://www.unocha.org/fr/themes/humanitarian-development-nexus>

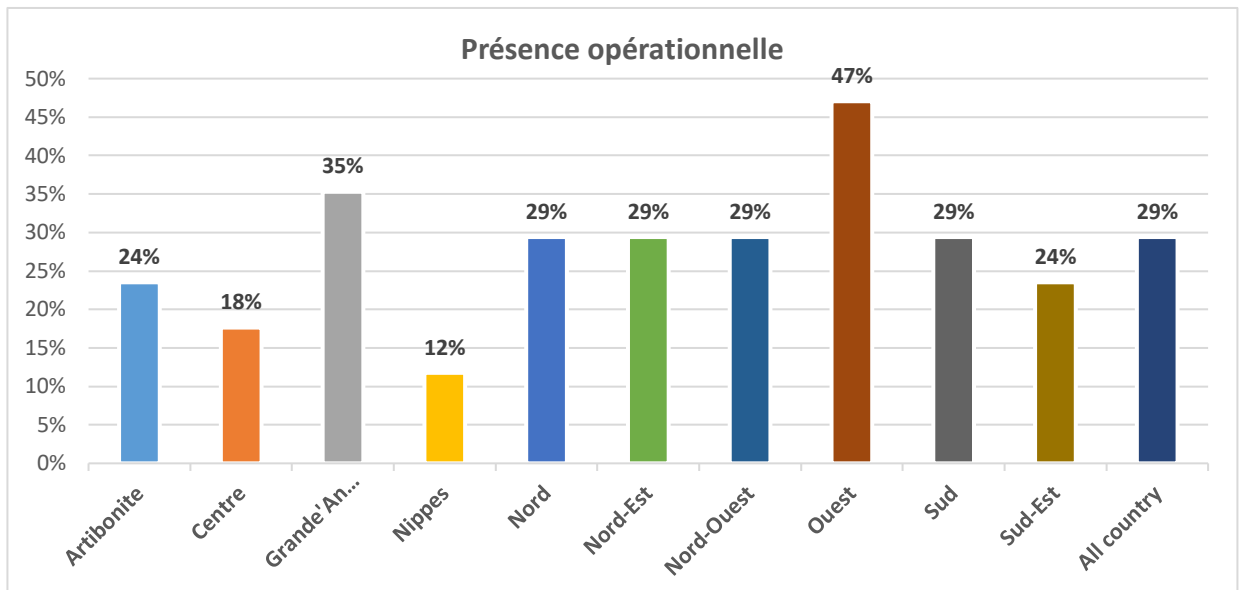
### Profil des interviewés



### Secteur(s) d'intervention



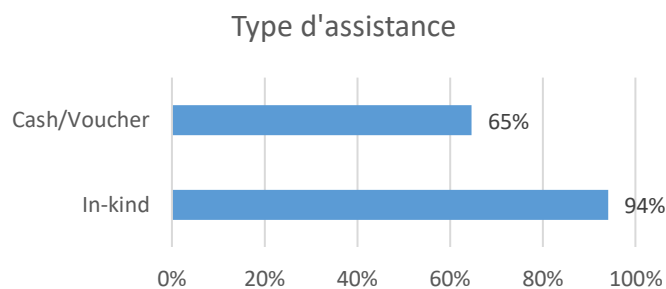
## 3.3. Présence opérationnelle des organisations



## 4. Lacunes et besoins perçus

### 4.1. Approvisionnement

Le type d'assistance fournie par les organisations interrogées a été évalué, entre espèces (ou coupons) et en nature (principalement distribution ou don de biens); ou une combinaison des deux. Cela a permis de mieux comprendre le volume des achats.



Bien qu'il y ait eu un changement dans l'assistance programmatique dans le pays grâce à l'expansion des modalités liées à la CBT (transferts monétaires), cette évaluation a conclu qu'il existe encore une quantité importante d'assistance directe nécessitant des activités d'achat conséquentes.



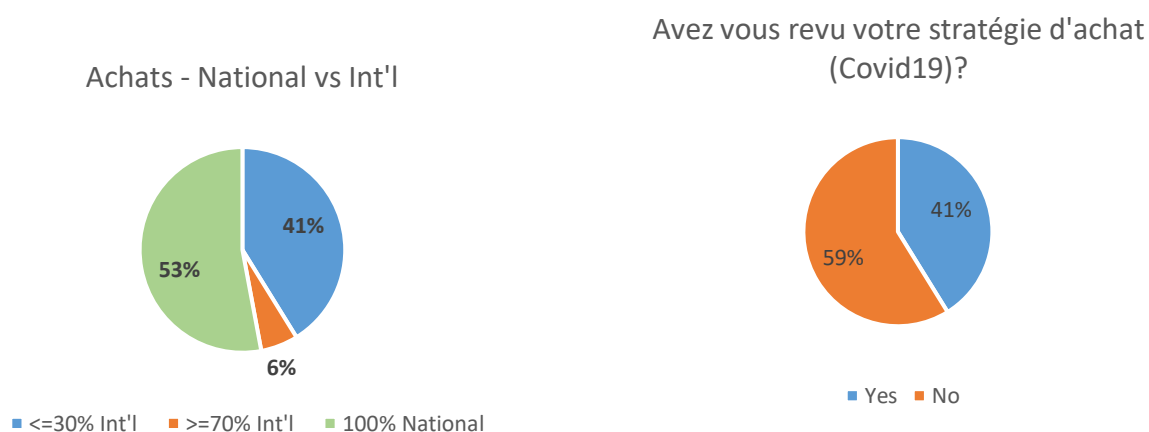
La plupart des organisations interrogées ont confirmé réaliser la plupart de leurs d'achats au niveau national, à l'exception de:

- Fournitures Covid-19 (et autres produits pharmaceutiques)
- Fournitures hautement techniques (Wash)
- Agences des Nations Unies ayant une unité d'approvisionnement au siège
- Articles liés aux technologies de l'information et de la communication (bien qu'il ait été signalé que certains se déplacent vers le marché local si / quand la qualité est jugée acceptable)
- Véhicules

Les principaux défis répertoriés pour les achats nationaux sont:

- Marché restreint / disponibilité des fournitures
- Qualité des articles
- Professionnalisme des fournisseurs (fournisseurs ne respectant pas les conditions contractuelles)
- Difficultés à se conformer à la nécessité d'obtenir 3 devis (conformément aux procédures d'approvisionnement habituelles des organisations)
- Délais de livraison longs
- Inflation des prix

Certaines organisations ont dû revoir leur stratégie d'achat pour inclure les fournitures Covid19 pour leurs besoins internes (EPI pour leur personnel) et/ou pour soutenir leurs homologues opérationnels (ONG nationale, gouvernement), augmentant ainsi le besoin de lancer des procédures achats internationaux.



## 4.2. Douane

Pour les quelques organisations impliquées dans les achats internationaux (47% des organisations interrogées), les défis suivants ont été répertoriés:

- Longs délais
- Processus administratifs lourds
- Difficultés à faire renouveler l'exonération gouvernementale (ce qui implique de payer une taxe d'importation qui ne devrait pas être applicable autrement)
- Processus de dédouanement retardés (pas de facilitation pendant les urgences)

### 4.3. Transport

Bien que l'année 2019 ait été affectée par des pénuries régulières de carburant, cela n'a pas été souligné lors de cet exercice. De nombreuses organisations ont également commencé à maintenir leurs propres stocks de réserve de carburant. De plus, les incidents de sécurité qui ont fortement impacté les transports routiers en 2019 n'ont pas été signalés cette année comme un problème principal ou critique.

- La plupart des organisations interrogées n'ont pas de flotte de fret et utilisent la capacité du secteur commercial.
- Aucune n'a signalé une indisponibilité des prestataires de services commerciaux pour le transport routier (en d'autres termes, le secteur commercial **répond à 100%** à leurs besoins en fret routier / transport)
- Des coûts de transport élevés ont également été signalés
- Quelques cas de manque de professionnalisme des transporteurs commerciaux ont été signalés
- Des problèmes pour réaliser les livraisons au dernier kilomètre ont également été signalés par quelques organisations (en raison du mauvais réseau routier et/ou des contraintes d'accès)

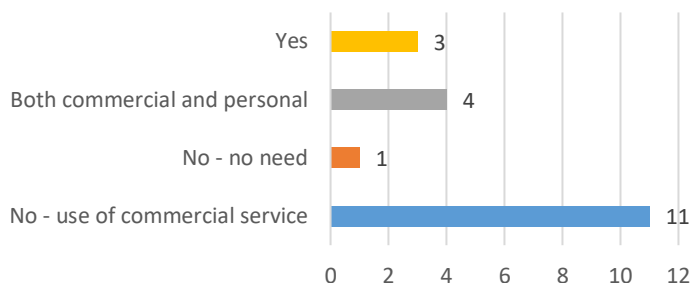
Remarque: Il est important de souligner que les organisations ont déclaré avoir fait évoluer leurs contrats d'approvisionnement pour inclure la livraison du dernier kilomètre (si / lorsque cela était possible), transférant ainsi la responsabilité de ce transport aux fournisseurs.

Lorsqu'interrogées, les organisations ont confirmé que leur moyen de transport préféré (pour le fret) était le réseau routier.

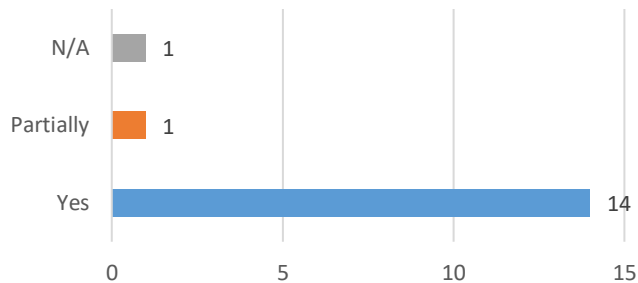
La plupart des organisations interrogées ont confirmé avoir utilisé le service hélicoptère UNHAS pour le transport du personnel, principalement pour le gain de temps lors de l'accès aux sites sur le terrain. Ils seraient disposés à continuer à utiliser ce service si la modalité d'utilisation passait à un mécanisme de recouvrement des coûts (le service est gratuit pour le moment, mais cela devrait s'arrêter d'ici la fin de l'année). Les transports maritimes sont aussi une option pour certaines organisations, principalement lors des urgences, quand l'accès routier n'est difficile, mais ce n'est pas une solution utilisée de manière régulière.

Des services maritimes sur des routes spécifiques sont actuellement offerts par une ONG Int. à titre gratuit pendant une période de 6 mois (la fin du service étant prévue pour la fin avril 2021).

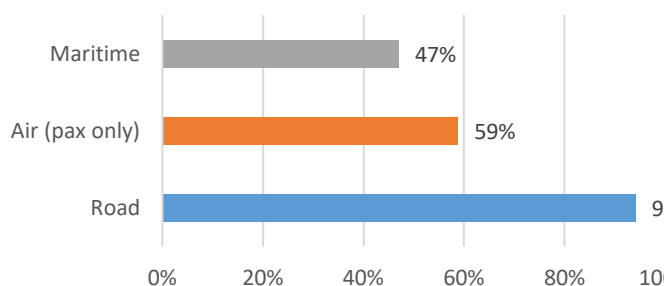
Avez vous votre propre capacité de transport?



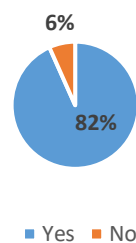
Est-ce que le secteur privé couvre tous vos besoins de transport?



Quel est votre moyen de transport préféré?



Seriez-vous prêt à payer pour du transport aérien (passagers)?



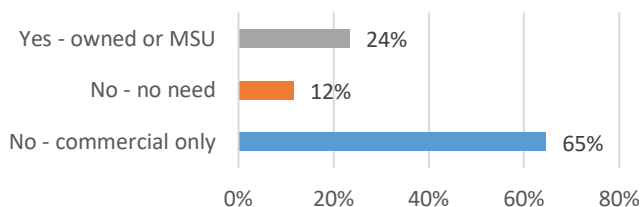
#### 4.4. Espace de stockage

La plupart des organisations interrogées utilisent le secteur privé pour leurs besoins de stockage, à l'exception de quelques organisations internationales qui disposent de leurs propres installations grâce à l'utilisation de MSU (Mobile Storage Units - Rubbhall / Wiikhall).

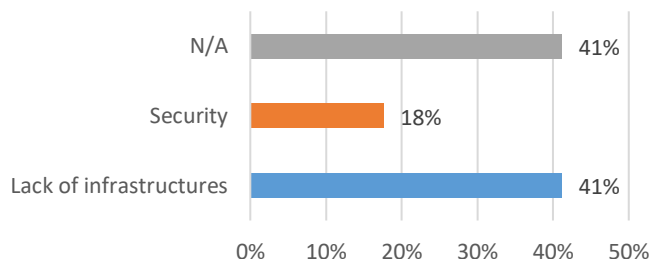
Il existe un consensus général parmi ceux qui ont des besoins de stockage pour confirmer un **manque d'infrastructures de stockage appropriées** sur le terrain et que les installations existantes sont chères.

**Remarque:** Pour faire face aux exigences de stockage qui ne peuvent être satisfaites, les organisations appliquent la gestion des stocks JIT (Just in time), en demandant aux fournisseurs de livrer les fournitures aux dates convenues lorsque les distributions aux bénéficiaires sont planifiées.

Avez vous vos propres structures de stockage?



Défis de stockage



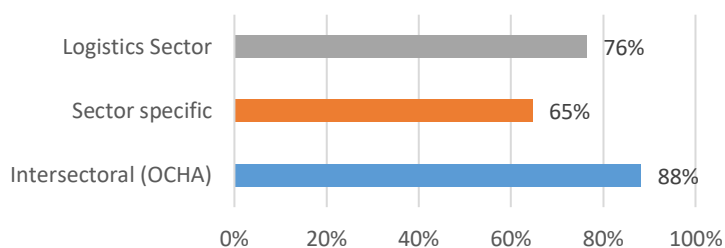
## 4.5. Coordination

Il existe différents mécanismes de coordination en place, principalement au niveau national. En raison des restrictions mises en place pour la Covid19, ces mécanismes sont organisés via des réunions virtuelles. On peut trouver entre autres ce qui suit:

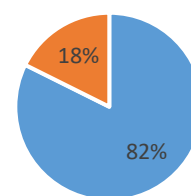
- Mécanisme intersectoriel (sous la direction d'OCHA)
- Mécanismes spécifiques au secteur (santé, sécurité alimentaire, abri, etc.). Ces mécanismes sont tous dirigés par des entités gouvernementales correspondantes, avec un codirection par les agences des Nations Unies.

La fréquence de ces mécanismes varie au cours de l'année et va de réunions hebdomadaires à mensuelles. Le secteur de la logistique (SL) est également actif au niveau national, dirigé par la DGPC et codirigé par le PAM. Les réunions ont lieu deux fois par mois et fournit des services de coordination et de gestion de l'information (IM). Les organisations ont une structure logistique mixte, certaines ayant leur personnel logistique national uniquement au niveau de la capitale, d'autres au niveau départemental ou une combinaison des deux. Certaines organisations interrogées ont demandé à ce que le **mécanisme de coordination logistique puisse être décentralisé au niveau départemental**, afin d'être représentées aux réunions de ce secteur lorsqu'elles ne sont pas présentes au niveau de la capitale.

Participation aux mécanismes de coordination



Seriez vous intéressés à participer à des réunions décentralisées du SL?



■ Yes ■ No - N/A

## 4.6. Gestion de l'information (IM)

Le Secteur Logistique en Haïti dispose d'une page Web dédiée dans le site Web du Cluster Logistique Global et ne dispose d'aucune autre page Web centralisant les informations logistiques connexes. La plus récente LCA (Logistics Capacity Assessment) date de 2012, avec quelques évaluations portuaires revues et mises à jour en 2016.

En ce qui concerne les améliorations de l'IM du secteur de la logistique, les éléments suivants ont été signalés:

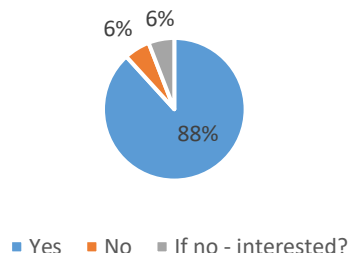
- Besoin de centraliser l'accès aux informations logistique (parfois confus avec quelles informations / services et où se trouvent ces informations) - rapporté par 5 sur 17
- Manque d'exercice des leçons apprises / mémoire institutionnelle (rapporté par 1 sur 17)
- Aucun retour sur les demandes directes adressées au secteur de la logistique (1 sur 17)

## 4.7. Approche de la préparation aux urgences

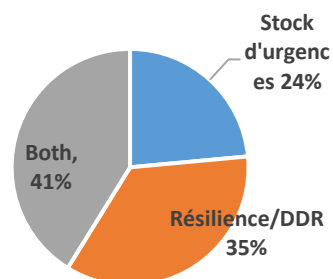
Haïti a récemment relancé la préparation logistique aux urgences avec le déploiement d'un spécialiste de la préparation aux urgences (fin septembre 2020). En tant que telle, l'évaluation du GNA a été légèrement modifiée pour inclure un thème sur la préparation aux urgences afin d'évaluer le niveau d'activités déjà entrepris dans le pays sur celle-ci.

La principale réponse aux activités de préparation par les organisations interrogées est la constitution de stocks d'urgences (et non le pré positionnement), ainsi que la participation aux POS (Procédures Opérationnelles Standardisées) de planification d'urgence et aux activités de sensibilisation et de réduction des risques de catastrophe avec les communautés.

Est-ce-que votre organisation a des activités de préparation aux urgences?



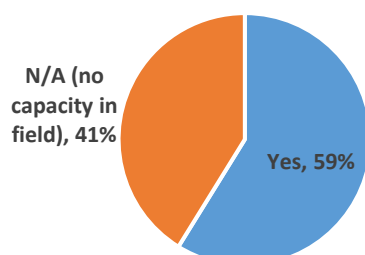
Quelles activités de préparation aux urgences?



Une brève présentation a été faite sur les autres activités ou contributions aux activités de préparation aux urgences qui pourraient être lancées, telles que l'amélioration du partage d'informations sur les contraintes d'accès, la cartographie des capacités / infrastructures logistiques, la production d'une base de données nationale sur les fournisseurs de services / biens.

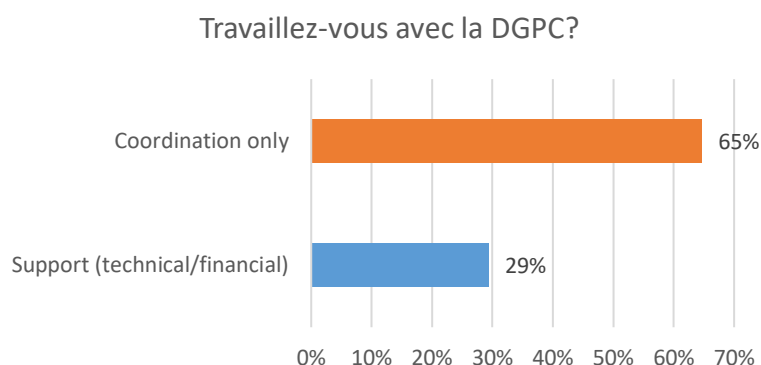
Lorsqu'on leur a demandé, toutes les organisations étaient désireuses de contribuer activement à ce partage d'informations depuis leur zone d'opération pertinente (tant au niveau national que départemental).

Seriez-vous prêt à contribuer sur des informations logistiques (infrastructure, fournisseurs, contraintes d'accès etc.)



L'un des aspects du projet de préparation aux urgences du GLC est de chercher à soutenir l'Organisation Nationale de Gestion des Catastrophes (NDMO), à savoir la DGPC.

Le GNA a également été l'occasion d'évaluer le niveau des activités d'appui ou de coordination déjà existantes avec la DGPC (au niveau logistique ou programmatique).



## 5. Conclusions

Les conclusions initiales peuvent renforcer le fait que les principaux défis logistiques mis en évidence au cours de cet exercice GNA restent ceux signalés l'année dernière (aucune nouvelle lacune ni besoin mis en évidence cette année) avec un taux plus faible de mise en œuvre des programmes affectés par rapport aux défis liés au stockage et/ou à la sécurité.

Ces premiers résultats pourraient s'expliquer en partie par le fait qu'il n'y a pas eu de catastrophe majeure en 2020, à l'exception de la Covid19, qui peut avoir affecté la poursuite du «business as usual». Les organisations peuvent avoir suspendu certaines activités afin de mettre l'accent sur les activités liées à la Covid19 et de soutenir les institutions et organisations nationales en réponse à la pandémie.

## 6. Recommandations basées sur l'analyse des besoins

### 6.1. Coordination

Les partenaires interrogés ont exprimé le besoin de mettre en place des mécanismes de coordination logistique décentralisés afin de donner la possibilité aux partenaires non représentés au niveau national de faire entendre leur voix et de partager leurs éventuels lacunes et défis logistiques. Cela devrait être analysé en profondeur avec une approche stratégique et la participation de la DGPC car cela aura une incidence sur les ressources humaines requises et disponibles (à la fois de la DGPC et du PAM). Tant que la Covid19 ne permettra pas les réunions en présentiel, le processus pourrait être lancé au niveau national (Microsoft Teams ou équivalent) avec des invitations envoyées spécifiquement aux partenaires physiquement représentés dans un département spécifique. Une fois que le mécanisme devient fonctionnel et qu'il démontre qu'il répond à un besoin, nous pourrions revoir les termes de référence afin d'inclure un soutien financier si nécessaire une fois que les réunions physiques peuvent avoir lieu.

### 6.2. Gestion de l'information

La gestion de l'information doit être revue et améliorée pour:

- Augmenter la visibilité nationale du secteur de la logistique grâce à un portail centralisé et dédié qui comprend l'accès direct aux informations plus pertinentes (les administrateurs doivent rester au niveau du pays pour augmenter la réactivité dans la publication des informations) en plus de la page actuelle du cluster logistique
- Etre complétée par de nouveaux outils de gestion des informations qui peuvent mieux servir nos partenaires (par exemple: des plateformes en ligne telles que Google Maps, des outils de collecte de données, etc.)

### 6.3. Services communs

Au cours de cet exercice GNA, l'équipe a décrit les différents services communs offerts à la communauté humanitaire tels que le transport maritime gratuit offert par Atlas / HI jusqu'en avril 2021 et la prestation de services bilatéraux (BSP) du PAM. Au cours des entretiens, aucune demande ou suggestion spécifique des partenaires concernant les besoins de services communs n'a été mentionnée ou soulignée.

**Le secteur de la logistique remercie toutes les organisations et leurs membres qui ont accepté de partager leur temps et leurs connaissances pour la réalisation de cet exercice d'analyse des lacunes et des besoins.**

## 7. Annexes

Liste des participants

Organisation	Titre de la ou des personnes interrogées
ACTED (Agence d'Aide à la coopération technique et au développement)	Coordinateur Logistique
Croix-Rouge haïtienne	Coordonnateur d'urgence
CESVI (Cooperazione e Sviluppo)	Administrateur de pays
OIM (Organisation internationale pour les migrations)	Coordonnateur d'urgence
OPS / OMS (Organisation panaméricaine de la santé)	Coordonnateur d'urgence
World Vision International	Coordinateur Logistique
CISV / PMM (Consortium des Ong Comunita Impegno Servizio Volontariato e Progettomondo.Mlal Haïti)	Chef de file / codirecteur du consortium
FNJD (Fédération Nationale de la Jeunesse pour Le Développement)	Directeur de pays
SI (Solidarité Internationale)	Coordinateur Logistique
IFRC (Fédération internationale de la Croix-Rouge)	Coordonnateur régional des urgences / coordonnateur de la logistique
PAM (Programme alimentaire mondial des Nations Unies)	Coresponsable du secteur de la sécurité alimentaire
AVSI (Association des Volontaires pour le Service International)	Chef des opérations
HI (Humanité et Inclusion)	Directeur de pays
FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)	Coordonnateur d'urgence
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)	Spécialiste du lavage / Logistique
MSF Belgique (Médecins Sans Frontières)	Coordinateur Logistique
CRS (Catholic Relief Services)	Gestionnaire de la logistique